et les enfants nés de son mariage ont aussi reçu une part juste et équitable dans les mêmes successions, savoir, les sommes suivantes: en 1883 \$1600.00, en 1885 \$200.00, en 1892 \$800.00, en 1900 \$500.00, en 1908 \$400.00, en 1909 \$833.34; qu'il est conforme à la coutume que le fils unique, comme l'était le défendeur dans l'espèce, reçoive plus que ses soeurs, que d'ailleurs les biens reçus par le défendeur consistaient en immeubles sujets à usufruit qui ne produisaient que par son travail, tandis que ses soeurs et leurs enfants ont reçu des legs et dons en argent produisant des fruits sans travail; que les demandeurs n'ont droit en conséquence qu'à un paiement de la somme de 2000 livres, ancien cours, que Dame Agnès Désautels n'a reçu et n'avait droit de recevoir qu'un seul ménage, que les enfants de la dite Dame A. Désautels n'avaient droit qu'à un seul paiement de la somme de 5000 livres, ancien cours, et qu'ils se sont déclarés satisfaits de ce paiement unique; que le défendeur a fait faire des offres légales aux demandeurs de chacun leur part respective de la somme de \$333.34 et les intérêts, lesquelles offres forment un total de \$342.96 sont consignées avec le plaidoyer; que la demanderesse C. Dubuc et son époux Alfred Tremblay sont présumés en communauté de biens vu qu'ils n'allèguent pas séparation; que la présente action étant mobilière doit tomber dans la communauté et ne pouvait être portée que par son chef Alfred Tremblay; que la demanderesse Arzélie et son époux Basile Lamarre sont dans le même cas, et concluant à ce que l'action soit renvoyée quant à ces deux demandereses et de plus à ce que les offres faites et consignées en justice soient déclarées bonnes et valables;

Les demandeurs ont répondu que les biens meubles et immeubles de la communauté des testateurs avaient, à la